Rapport de Survival International

La plus dérangeante des vérités

Changement climatique et peuples indigènes

Survival

introduction

Les peuples indigènes sont en première ligne face au changement climatique. Parce qu'ils vivent dans des endroits du monde où son impact est le plus fort, où leurs modes de vie, leurs cultures, leurs vies dépendent largement ou exclusivement de l'environnement naturel, ils sont plus vulnérables que n'importe qui d'autre sur Terre.

Selon de nombreux rapports, l'impact du changement climatique sur les peuples indigènes est ressenti partout dans le monde : de l'Arctique aux Andes en passant par l'Amazonie, des îles du Pacifique aux côtes du Canada...

Tout aussi important, mais rarement reconnu, est l'impact que les mesures prises pour freiner les effets du changement climatique ont, ou peuvent avoir, sur les peuples indigènes. Ces mesures dites 'd'atténuation' violent leurs droits et permettent plus facilement aux gouvernements, aux compagnies et autres de s'approprier, d'exploiter et, dans certains cas, de détruire leur territoire – tout comme cela se produit avec le changement climatique.

Ce rapport rend compte de ces mesures d'atténuation qui comprennent :

- **la production d'agrocarburants,**
- **la production d'énergie hydroélectrique,**
- **la conservation de la forêt,**
- **la compensation des émissions de carbone.**

Ce rapport est rendu public avant la Conférence sur le changement climatique qui aura lieu à Copenhague en décembre prochain. L'objectif de la Conférence, organisée par la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), est de trouver un accord sur les manières de combattre le changement climatique à l'heure où l'accord actuel, le protocole de Kyoto, arrivera à son terme en 2012.

Quelle est 'la plus dérangeante des vérités' ? Que les peuples indigènes du monde, qui sont les moins responsables du changement climatique et les plus touchés par celui-ci, voient maintenant leurs droits violés et leurs territoires dévastés au nom des efforts déployés pour l'arrêter.

> **'Le monde est malade. Les poumons du ciel sont pollués. Nous savons ce qui se passe.'**
>
> Davi Kopenawa, Yanomami, Brazil

Les Penan sont l'un des nombreux peuples indigènes affectés par le réchauffement climatique.

Qu'est-ce que le changement climatique ?

Le changement climatique fait référence à l'augmentation moyenne des températures sur Terre.[1] Le Panel intergouvernemental sur le changement climatique (PICC), un organisme scientifique créé pour évaluer le réchauffement global, le tient pour avéré et 'sans équivoque'.[2]
Le PICC est certain à plus de 90% que 'la majeure partie du réchauffement global des cinquante dernières années' résulte des émissions de gaz à effet de serre par l'homme.[3]

Selon le PICC, la cause la plus importante du changement climatique est la combustion des énergies fossiles qui émet des gaz à effet de serre comme le dioxyde de carbone.[4]

Le panel évoque également la déforestation comme cause majeure d'émissions de gaz carbonique.[5]
Les forêts se comportent comme des siphons qui absorbent et accumulent le dioxyde de carbone.[5]

Avec un degré de certitude plus ou moins élevé, le PICC énumère un ensemble de conséquences du réchauffement global sur la planète[6] qui comprend :

- **la fonte des glaciers,**
- **la fonte de la calotte glaciaire,**
- **la fonte des neiges,**
- **la hausse du niveau des mers,**
- **la modification du rythme des précipitations,**
- **l'augmentation des périodes de sécheresse,**
- **la multiplication des vagues de chaleur.**

La déforestation et la conversion des forêts vierges en cultures de soja ou de palmier à huile, n'ont pas seulement comme conséquence la dévastation des territoires de nombreux peuples indigènes mais sont également, selon le PICC, une cause majeure d'émission de gaz carbonique.

Comment les peuples indigènes en sont-ils déjà affectés ?

En Amazonie :

En 2005, une grave sécheresse s'est abattue sur la forêt amazonienne, habitat de centaines de peuples indigènes comme les Yanomami. Les experts s'attendent à moins de précipitations, davantage de sécheresse et des températures en hausse.[7]

'La pluie vient tard. Le soleil se comporte bizarrement. Le monde est malade. Les poumons du ciel sont pollués. Nous savons ce qui se passe. Vous ne pouvez pas continuer à détruire la nature. Nous allons tous mourir, brûlés et noyés.' Davi Kopenawa, leader et chamane yanomami.[9]

En Arctique :

Depuis des années, **les Inuit** soutiennent que le changement climatique affecte leur territoire.[10] Tout leur mode de vie dépend de la glace qui est actuellement en train de fondre.[11] Il leur devient de plus en plus difficile de chasser et de pêcher, plus dangereux de circuler entre les villages et de préserver leur habitat.[12] Selon les médias, un village yup'ik (un peuple proche des Inuit) a annoncé au début de l'année qu'il serait forcé de déménager suite aux inondations.[13]

'Les Inuit pratiquent traditionnellement un jeu de jonglage. Aujourd'hui, le climat est devenu comme ça. Il est tout chamboulé ; il change si vite et si violemment.' N. Attungala[14]

'La situation est si grave que plusieurs villages côtiers recherchent activement des solutions pour reloger des communautés entières.' Patricia Cochran, présidente inuit du Sommet des peuples indigènes sur le changement climatique.[15]

> **'Notre mère la Terre n'est plus dans une période de changement climatique, mais dans une période de crise climatique.'**
> Déclaration d'Anchorage, 2009 [8]

Les éleveurs de rennes **saami** (autrefois appelés Lapons) de Finlande, Norvège, Russie et Suède s'alarment du fait que la taille des troupeaux se réduit, qu'il devient de plus en plus difficile pour les rennes de trouver leur nourriture et que ceux-ci courent désormais le risque de passer à travers la trop fine couche de glace.[16]

'On ne peut plus se fier aux compétences traditionnelles de prévision du temps. Autrefois, on pouvait prévoir le temps qu'il allait faire. Les signes et les savoirs ont perdu de leur justesse. Les anciens repères sont faussés, le monde a trop changé maintenant.' Veikko Magga.[17]

Un éleveur de rennes, Sibérie, Russie

‘De nombreux aspects de la culture saami - la langue, les chants, le mariage, l’éducation des enfants, l’attention portée aux anciens - sont liés à l’élevage du renne. Si cette activité disparaît, cela aura un effet dévastateur sur toute la culture du peuple saami.’

Olav Mathis-Eira[18]

Les éleveurs de rennes **nenets** de l’Arctique russe déclarent devoir faire face à une recrudescence de conditions climatiques imprévisibles.[19] Selon les médias, leur dernière transhumance annuelle, déplaçant des milliers de rennes, a dû être reportée parce que la couche de glace d’une rivière incontournable n’était pas assez solide pour permettre la traversée.[20]

‘La neige fond plus tôt et plus vite qu’avant. Ces changements ne sont pas bons pour le renne et, évidemment, ce qui est bon pour le renne l’est pour nous.’ Jakov Japtik.[21]

Au Canada

Selon un rapport, la hausse des températures au Canada a provoqué ce que les scientifiques ont appelé la plus grande invasion d’insectes de l’histoire de l’Amérique du Nord.[22] Elle a détruit plusieurs millions d’hectares de pinèdes, dont dépendent étroitement des peuples indigènes comme les **Tl’azt’en**.[23]

‘Des millions d’hectares ont été détruits avec des impacts directs, immédiats et graves sur notre sécurité et notre bien-être, sur les communautés et sur des écosystèmes entiers, comme le frai du saumon, les courants d’élevage et les routes migratoires.’ Ed John, Tl’azt’en.[24]

Selon plusieurs rapports, **les Gitga’at** doivent faire face de plus en plus fréquemment à des conditions climatiques imprévisibles qui affectent la façon dont ils obtiennent et préparent la nourriture.[25]

‘Plus personne ne sait ce qu’il faut faire avec ce temps !’ Une femme gitga’at.[26]

Comment les mesures d'atténuation affectent les peuples indigènes ?

Différentes mesures sont prises au nom du combat contre le changement climatique. Certaines d'entre elles sont 'formelles', et acceptées par les signataires de la CCNUCC du protocole de Kyoto. D'autres sont 'volontaires' et prises multi-latéralement par des organisations, des gouvernements ou des compagnies.

Agrocarburants : pas si 'verts' pour les Guarani

Promues comme une source alternative d'énergie, 'verte' par rapport aux énergies fossiles, les cultures d'agrocarburants s'accaparent le plus souvent des terres ancestrales de peuples indigènes. Il a été estimé que si le développement des agro-carburants continue à ce rythme, soixante millions d'autochtones à travers le monde seront menacés de perdre leur territoire et leurs modes de vie.[28]

Parmi toutes les victimes de la frénésie sur les agrocarburants, l'un des peuples les plus affectés sont les Guarani du Brésil. Les Guarani, dont certains sont apparus dans le film primé *La Terre des Hommes Rouges*,[29] constituent le plus grand peuple amérindien du Brésil et ont été parmi les premiers à être contactés par les Européens il y a cinq cents ans.

Le président Lula fait étendre les cultures de canne à sucre à des fins de production d'éthanol pour satisfaire à la demande énergétique. Le but déclaré est de se rapprocher d'une autonomie énergétique du Brésil et de réduire la consommation des énergies fossiles afin de combattre le changement climatique.

> **'Ces prétendues « solutions » au problème du changement climatique s'abattent sur notre terre et dévastent nos territoires.'** [27]

'Les agrocarburants sont un moyen efficace de combattre le réchauffement global, a déclaré Lula lors du cinquième sommet des Amériques tenu cette année dans les Caraïbes. Notre société a besoin de carburants renouvelables, propres et peu coûteux. La production d'éthanol à base de sucre de canne accroît la sécurité énergétique.'[30]

En septembre, Lula a précisé ses intentions quant aux agrocarburants 'verts' en proposant que les cultures de canne à sucre soient interdites dans la forêt amazonienne. Ce qui rendrait l'éthanol brésilien '100% vert', selon les dires du ministre brésilien de l'Environnement Carlos Minc – signifiant ainsi qu'on n'abattrait plus d'arbres en Amazonie pour le produire.[31]

Plantation de palmiers à huile, Pérou. La majeure partie des terres utilisées pour produire des agrocarburants, comme l'huile de palme, appartient depuis des temps immémoriaux aux peuples indigènes.

Mais les Guarani, qui ont déjà perdu la plus grande partie de leur territoire au profit des plantations de canne à sucre et des fermes d'élevage, se retrouvent maintenant menacés par le projet de Lula de créer plus de quarante nouvelles plantations. Une grande partie d'entre elles s'installeraient sur des terres ancestrales revendiquées par les Guarani.

Les effets ont déjà été catastrophiques. Au cours des six dernières années, au moins quatre-vingts enfants sont morts de faim.[32] Autrefois gardiens de 350 000 kilomètres carrés dans l'Etat du Mato Grosso do Sul, de nombreux Guarani se retrouvent aujourd'hui à camper au bord des routes ou sur de petites parcelles cernées par les plantations.

'Les grandes plantations de canne à sucre occupent désormais notre territoire. La canne à sucre pollue nos rivières et tue nos poissons. [Elles sont responsables de l'augmentation] du suicide parmi les jeunes, de l'alcoolisme et des homicides' a déclaré le leader guarani Amilton Lopez durant son séjour en Europe l'an dernier.[33]

L'énergie hydroélectrique : 'endiguer' les chasseurs-cueilleurs de Bornéo

Tout comme les agrocarburants, l'énergie hydroélectrique est considérée comme une source d'énergie alternative majeure par rapport aux énergies fossiles. Mais la construction de grands barrages hydroélectriques, sous prétexte de combattre le changement climatique, détruit des territoires indigènes et chasse des peuples de leurs territoires.

A Bornéo, le gouvernement malaisien a présenté la construction de l'énorme barrage de Bakun comme une source 'd'énergie verte' participant à l'effort national pour stopper le réchauffement global. Le barrage qui devrait être terminé l'année prochaine inondera 700 km2 de terres alentour.

Le barrage de Bakun 'cadre parfaitement avec l'objectif de réduire et de contenir le réchauffement global, tout

Au Brésil, les Guarani ont été expulsés de leurs terres et beaucoup d'entre eux sont désormais contraints de camper au bord des routes.

comme celui de réduire les pluies acides à un niveau local et régional', peut-on lire dans le document Energie verte pour le futur, publié par le cabinet du Premier ministre de Malaisie.[34]

'Ce projet représente ainsi la contribution positive du pays à la protection et à l'amélioration de l'environnement global, en phase avec la CCNUCC... Comparée aux énergies fossiles, l'hydroélectricité est beaucoup plus propre et écologique.'[35]

Mais le barrage a provoqué le déplacement de 10 000 autochtones, dont nombre de membres de la tribu Penan. Les Penan déplacés, des chasseurs-cueilleurs semi-nomades, sont maintenant confinés dans de minuscules parcelles de forêt dont certaines sont marécageuses et peu propices à la chasse et à la cueillette nécessaires à leur subsistance.[36]

'Dans nos anciens lieux de vie, nous pouvions facilement trouver de quoi manger, mais la vie ici est très dure', a récemment déclaré Deling, l'un des Penan qui ont été déplacés par le barrage

de Bakun, à un membre de Survival. **‘Nous avions l’habitude de faire trois repas par jour, mais ici, c’est très difficile. Nous n’en faisons plus qu’une fois par jour.’**

Des centaines d’autres Penan et de membres d’autres tribus vont connaître le même sort, en raison du projet de construction de nouveaux barrages annoncé sur internet par le gouvernement du Sarawak. Le premier d’entre eux, le barrage de Murum, est actuellement en construction : les collines sont dynamitées et les Penan sont sommés de quitter les lieux.

Comme pour Bakun, les ministres du gouvernement justifient le projet par le crédit ‘vert’ dont jouit l’énergie hydroélectrique. ‘L’énergie hydroélectrique est l’énergie renouvelable la plus propre du monde. Puisque nous l’avons, pourquoi ne pas la développer ?’avait déclaré le ministre James Masing peu de temps après que le projet fut divulgué.[37]

Six Penan ont été arrêtés en septembre après avoir essayé de faire entendre leur opposition au barrage de Murum auprès du Premier ministre du Sarawak. ‘La forêt et les ressources qui nous sont vitales vont disparaître’, dénoncent les Penan dans une déclaration.[38]

‘L’eau du barrage inondera nos territoires ancestraux, y compris nos villages, nos propriétés, nos jardins, nos rizières et nos terres cultivées, nos arbres fruitiers, nos sépultures, etc. Nous serons forcés de déménager vers une région que nous ne connaissons pas et qui ne convient pas à notre mode de vie.’[39]

Préservation de la forêt : des milliers de chasseurs-cueilleurs sur le point d’être expulsés

Un appel international a été lancé par le Premier ministre du Kenya, Raila Odinga, pour sauver la forêt de Mau après que des milliers de chasseurs-cueilleurs ogiek aient été sommés d’abandonner leur habitat.

Le barrage de Murum en cours de construction forcera de nombreux Penan à quitter leurs terres.

Des années de colonisation sauvage ont détruit la plus grande partie de la forêt, une source d’eau vitale pour des millions de Kenyans. Mais ce que le gouvernement projette nécessite l’expulsion de tous ses habitants sans exception, dont les Ogiek qui vivent durablement de la forêt depuis des centaines d’années.

Dans son appel à la communauté internationale pour une levée de fonds destinée à sauver la forêt, le gouvernement kenyan considère le changement climatique comme sa préoccupation majeure. Cette année, le Kenya a connu de graves sécheresses qui ont entraîné d’importantes pénuries alimentaires et énergétiques.

‘Des années d’excès dissimulés et de mauvaise gestion globale et locale de l’environnement ont provoqué la fonte des neiges sur le mont Kenya et la destruction à une vaste échelle de nos forêts si belles autrefois’ a déclaré M. Odinga devant les Nations Unies en septembre dernier.[40]

M. Odinga a affirmé que le Kenya agissait pour ‘contrecarrer les ravages’ du réchauffement global et a cité en exemple les efforts de son pays pour

sauver la forêt de Mau.[41] 'Dans l'agenda de notre pays, rien n'est plus important aujourd'hui que la question du changement climatique. La conservation est passée au sommet de nos préoccupations.'[42]

Le Kenya a fait part de son intention de planter 7,6 milliards d'arbres dont une partie est destinée à la forêt de Mau.[43] Le carbone contenu dans ces arbres pourrait devenir un atout financier très intéressant sur le marché du carbone – pendant ce temps, les Ogiek, habitants ancestraux de ces forêts, deviendraient des sans-abri.

'Depuis un mois, tout le monde vit dans la peur. C'est très grave. Les Ogiek n'ont nulle part ailleurs où aller. Les gens sont désespérés. Le gouvernement a dit que cette expulsion n'épargnerait personne', a déclaré Kiplangat Cheruyot, du Programme de développement du peuple ogiek.

Par le passé, le gouvernement kenyan avait déjà tenté à plusieurs reprises d'expulser les Ogiek sous le prétexte fallacieux qu'ils détruisaient la forêt.

Fin octobre 2009, certains rapports laissaient penser que, face aux condamnations internationales de tous bords, le gouvernement serait prêt à renoncer à expulser les Ogiek. A l'heure où nous écrivons, le destin des Ogiek reste incertain.

'C'est très grave. Les Ogiek n'ont nulle part ailleurs où aller.'

Kiplangat Cheruyot, du peuple ogiek

La compensation carbone : les peuples indigènes sans droits

Les efforts pour stopper la déforestation ont conduit à l'établissement d'un mécanisme pour réduire les émissions de la déforestation et de la dégradation des forêts (plus communément appelé REDD, acronyme anglais pour Reducing Emissions from Deforestation and Forest Degradation). Ce mécanisme en cours de discussion à la CCNUCC serait une percée dans la lutte contre le changement climatique et représenterait un des domaines où les plus grands progrès sont attendus lors de la conférence de Copenhague.

Le principe de base de REDD est d'encourager les pays en voie de développement à protéger leurs forêts en faisant payer les pays riches. Une des manières de faire consisterait à générer un crédit-carbone provenant du carbone contenu dans ces forêts et que ces pays riches achèteraient pour compenser leur déficit-carbone.

Les peuples indigènes n'ont pas cessé de faire part de leur inquiétude à propos du REDD car ce mécanisme pourrait donner une énorme valeur financière à leurs forêts et provoquer une main-mise sur leurs terres. La majeure partie des forêts

mondiales éligibles pour être inclues dans des mécanismes REDD sont des territoires indigènes traditionnels.'

'Le programme REDD augmentera la violation de nos droits humains, de nos droits à la terre, aux territoires et aux ressources, nous serons spoliés de nos terres, il provoquera des expulsions forcées, empêchera et menacera les pratiques agricoles indigènes, détruira la biodiversité et la diversité des cultures et engendrera des conflits sociaux,' a déclaré le Forum international des peuples indigènes sur le changement climatique (FIPICC).[44]

REDD risque de rendre encore plus difficile la reconnaissance des droits territoriaux des peuples indigènes et, plus probablement, de saper ou d'ignorer leurs droits là où ils sont déjà reconnus. REDD ne donnera pas lieu à des expulsions, mais il conduira dans le meilleur des cas à des restrictions sur l'utilisation traditionnelle des territoires ou sur l'accès aux ressources naturelles.

Il n'est même pas certain que REDD reconnaisse les droits indigènes. Dans l'avant-projet actuel de la CCNUCC, les références relatives aux droits des peuples indigènes au consentement préalable, libre et informé contenus dans la Déclaration des Nations Unies figurent entre parenthèses. Il dépendra du sommet de Copenhague que ces références figurent dans le texte final.

'Si ne sont pas prises en compte la pleine reconnaissance et la protection totale des droits des peuples indigènes, incluant les droits aux ressources, à la terre et aux territoires ainsi que la reconnaissance et le respect de notre droit au consentement préalable, libre et informé, nous nous opposerons au REDD', a déclaré le FIPICC en septembre 2009.[45]

Selon des rapports, de nombreux peuples indigènes ont déjà eu à souffrir de projets de compensation-carbone sur leur territoire. Ces projets 'volontaires', réalisés hors-CCNUCC, ont donné lieu à des expulsions de terres ancestrales, à la destruction de villages et de ressources, à de violents conflits, à des persécutions, à des blessés et des morts.[46]

Recommandations

Là où elles affectent la vie de peuples indigènes, les mesures prises pour compenser les impacts du changement climatique **DOIVENT** :

- **impliquer pleinement les peuples indigènes et s'appuyer sur leur connaissance inégalée de leur environnement,**

- **reconnaître et respecter les droits des peuples indigènes inscrits dans la législation internationale (Convention 169 de l'Organisation internationale du Travail) et dans la Déclaration des droits des peuples indigènes des Nations Unies, en particulier leur droit à la possession de leur territoire et leur droit à accorder ou refuser leur consentement concernant le développement de leurs territoires.**

[1] La définition officielle du PICC est : '…une variation de l'état du climat que l'on peut déceler (par exemple au moyen de tests statistiques) par des modifications de la moyenne et/ou de la variabilité de ses propriétés et qui persiste pendant une longue période, généralement pendant des décennies ou plus. Il se rapporte à tout changement du climat dans le temps, qu'il soit dû à la variabilité naturelle ou à l'activité humaine. Cette définition diffère de celle figurant dans la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), selon laquelle les changements climatiques désignent des changements qui sont attribués directement ou indirectement à une activité humaine altérant la composition de l'atmosphère mondiale et qui viennent s'ajouter à la variabilité naturelle du climat observée au cours de périodes comparables. PICC 2007 Bilan 2007 des changements climatiques : rapport de synthèse, p. 30 http://www.ipcc.ch/home_languages_main_french.htm#21" http://www.ipcc.ch/home_languages_main_french.htm#21 Climate Change 2007: Synthesis Report,

[2] Ibid. p. 30.

[3] Ibid. p. 72.

[4] 'Résumé technique', Rapport du Groupe de travail I, 2007, pp. 23-25
"http://www.ipcc.ch/publications_and_data/publications_climate_change_2007_the_ar4_synthesis_report_french.htm" [5] IPCC, 2007.

[5] PICC, 2007 Changements climatiques 2007 : rapport de synthèse, p. 36
"http://www.ipcc.ch/publications_and_data/publications_climate_change_2007_the_ar4_synthesis_report_french.htm"
http://www.ipcc.ch/publications_and_data/publications_climate_change_2007_the_ar4_synthesis_report_french.htm

[6] Ibid., p. 30.

[7] Indigenous Peoples' Global Summit on Climate Change, 24 avril 2009 "http://www.indigenoussummit.com/servlet/content/declaration.html"
http://www.indigenoussummit.com/servlet/content/declaration.html

[8] WWF, 2007. The Amazon's Vicious Cycles, p. 4.

[9] The Guardian, 13 juin 2009. "http://www.guardian.co.uk/environment/2009/jun/13/davi-yanomami" http://www.guardian.co.uk/environment/2009/jun/13/davi-yanomami

[10] Communication de S. Watt-Cloutier, Inuit Circumpolar Conference (ICC), à la CCNUCC, 7 décembre 2005.
"http://inuitcircumpolar.com/index.php?ID=318&Lang=En" http://inuitcircumpolar.com/index.php?ID=318&Lang=En

[11] 'Les données-satellite dont on dispose depuis 1978 montrent que l'étendue annuelle moyenne des glaces a diminué de 2,7 [2,1-3,3] % par décennie dans l'océan Arctique, avec un recul plus marqué en été (7,4 [5,0-9,8] % par décennie).' Bilan 2007 des changements climatiques : rapport de synthèse, p. 30
"http://www.ipcc.ch/home_languages_main_french.htm#21" http://www.ipcc.ch/home_languages_main_french.htm#21

[12] Petition to the Inter American Commission on Human Rights seeking relief from violations resulting from global warming caused by acts and omissions of the United States, 2005. "http://inuitcircumpolar.com/index.php?ID=316&Lang=En" http://inuitcircumpolar.com/index.php?ID=316&Lang=En

[13] CNN, 28 avril 2009

[14] Arctic Climate Impact Assessment http://www.eoearth.org/article/Nunavut_climate_change_case_study#Introduction

[15] BBC, 4 janvier 2007 http://news.bbc.co.uk/1/hi/sci/tech/6230731.stm

[16] Arctic Climate Impact Assessment "http://www.eoearth.org/article/Kola:_the_Saami_community_of_Lovozero_climate_change_case_study"
http://www.eoearth.org/article/Kola:_the_Saami_community_of_Lovozero_climate_change_case_study & Arctic Climate Impact Assessment
"http://www.eoearth.org/article/Sapmi:_the_communities_of_Purnumukka%2C_Ochejohka%2C_and_Nuorgam_climate_change_case_study"
http://www.eoearth.org/article/Sapmi:_the_communities_of_Purnumukka%2C_Ochejohka%2C_and_Nuorgam_climate_change_case_study

[17] Arctic Climate Impact Assessment
"http://www.eoearth.org/article/Sapmi:_the_communities_of_Purnumukka%2C_Ochejohka%2C_and_Nuorgam_climate_change_case_study"
http://www.eoearth.org/article/Sapmi:_the_communities_of_Purnumukka%2C_Ochejohka%2C_and_Nuorgam_climate_change_case_study

[18] Tebtebba, 2008 Guide on Climate Change and Indigenous Peoples, p. 72.

[19] The Guardian, 20 octobre 2009 "http://www.guardian.co.uk/environment/2009/oct/20/arctic-tundra" http://www.guardian.co.uk/environment/2009/oct/20/arctic-tundra

[20] Ibid.

[21] Ibid.

[22] International Indian Treaty Council, 2008 Climate Change, Human Rights and Indigenous Peoples, p. 19

[23] Ibid. pp. 19-20. Voir aussi : http://www.nytimes.com/2008/11/18/science/18trees.html?pagewanted=1&_r=1

[24] Ibid., p. 20.

[25] Salick, J & A. Byg, 2007 Indigenous Peoples and Climate Change, p. 16. "http://cmsdata.iucn.org/downloads/indigenous_peoples_climate_change.pdf"
http://cmsdata.iucn.org/downloads/indigenous_peoples_climate_change.pdf

[26] Ibid., p. 11.

[27] Indigenous Peoples' Guide: False Solutions to Climate Change, 2009, p. 2.
"http://www.carbontradewatch.org/index.php?option=com_content&task=view&id=262&Itemid=36"
http://www.carbontradewatch.org/index.php?option=com_content&task=view&id=262&Itemid=36

[28] Victoria Tauli-Corpuz, présidente du Forum permanent des Nations Unies sur les questions indigènes, courriel à Survival, 29 avril 2008.

[29] Pour plus d'informations : "http://www.survivalfrance.org/actu/3683" http://www.survivalfrance.org/actu/3683

[30] China View, 19 avril, 2009 "http://news.xinhuanet.com/english/2009-04/19/content_11212325.htm" http://news.xinhuanet.com/english/2009-04/19/content_11212325.htm

[31] BBC, 18 September 2009 "http://news.bbc.co.uk/1/hi/world/americas/8262381.stm" http://news.bbc.co.uk/1/hi/world/americas/8262381.stm

[32] Campo Grande News, 17 December 2008 "http://www.campogrande.news.com.br/canais/view/?canal=8&id=242815"
http://www.campogrande.news.com.br/canais/view/?canal=8&id=242815

[33] Transcription et traduction de Survival.

[34] Economic Planning Unit, Prime Minister's Office, Malaysia, 1996 Green Energy for the Future, p. 57.

[35] Ibid., p. 57.

[36] Suhakam, Malaysia's Human Rights Commission, 2009 Report on the Murum Hydroelectric project and its Impact towards the Economic, Social and Cultural Rights of the Affected Indigenous Peoples in Sarawak, p. 9.

[37] Hua Daily, 2 août 2008.

[38] Survival International, 25 septembre 2009 "http://www.survivalfrance.org/actu/5085" http://www.survivalfrance.org/actu/5085

[39] Ibid.

[40] Daily Nation, 26 septembre 2009 http://www.nation.co.ke/News/-/1056/663936/-/unej3w/-/index.html

[41] Ibid.

[42] NAM, 23 septembre 2009.

[43] Reuters, 12 août 2009 "http://www.reuters.com/article/environmentNews/idUSTRE57B3BU20090812" http://www.reuters.com/article/environmentNews/idUSTRE57B3BU20090812

[44] Communiqué du FIPICC, novembre 2007.

[45] Communiqué du FIPICC, 27 septembre 2009.

[46] Par exemple : 1) International Alliance of Indigenous and Tribal Peoples of Tropical Forests, The DRC Case Study: The Impacts of the Carbon Sinks of Ibi-Bateke Project on the Indigenous Pgymies of the Democratic Republic of Congo, 2006 : 2) World Rainforest Movement, 'A funny place to store carbon': UWA-FACE Foundation's tree planting project in Mount Elgon National Park, Uganda, 2006

© Survival International 2009.

Crédits photos :
Couverture : Déforestation au Brésil © Rodrigo Baleia; p1: Enfants penan, Sarawak, Malaisie © Andy & Nick Rain/Survival; p 2 haut et bas : Terre déboisée pour la culture du soja, Brésil © Rodrigo Baleia; p3 haut: Enfant yanomami, Brésil © Fiona Watson/Survival; bas: Eleveur de rennes, Sibérie © Paul Harris/Survival; p4 Eleveur de rennes saami, Finlande © Mark Bryan-Makela; p5 haut et bas : Plantation de palmiers à huile, Pérou © T Quirynen/Survival; p6: Indiens guarani campant sur le bord de la route, Brésil © Simon Rawles; p7: Barrage de Murum, Sarawak © Miriam Ross/Survival; p8 Ogiek, Kenya © Survival; p9: Forêt tropicale, Sarawak © Andy & Nick Rain/Survival.

Survival International
45 rue du Faubourg du Temple
75010 Paris

Tél : 01 42 41 47 62
info@survivalfrance.org

www.survivalfrance.org

Survival